



Projet financé par l'Union Européenne

Alliance Mondiale contre le changement climatique (AMCC) Global Climate Change Alliance (GCCA)

Synthèse de la formation

ATELIER DE FORMATION SUR L'INTÉGRATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LA PLANIFICATION ET LA BUDGETISATION NATIONALE EN CÔTE D'IVOIRE

Du 11 au 14 mars 2014, s'est tenu à Abidjan, l'atelier de formation sur l'intégration des changements climatiques dans la planification et la budgétisation nationale en Côte d'Ivoire.

L'atelier a été organisé par le Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable avec l'appui financier de l'Union Européenne et animé par le Comité Permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) dans le cadre de la mise en œuvre du programme Régional intra ACP dite l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (zone CILSS/CEDEAO).

Cette session de formation avait pour objectif global de renforcer les capacités des différents acteurs de la République de la Côte d'Ivoire à intégrer le changement climatique dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement. De façon spécifique, l'atelier visait à (i) sensibiliser les acteurs sur les avantages et les défis liés à l'intégration des Changements Climatiques (CC) dans la planification et le processus budgétaire ; (ii) à les familiariser avec les outils et les méthodologies d'intégration du CC dans la planification et le processus budgétaire et enfin (iii) à les aider à mieux chiffrer les besoins en investissement pour faire face au CC.

Ont pris part à cet atelier, une trentaine de participants venant des différents départements ministériels, des élus et de la société civile. Il s'agissait précisément (i) des cadres techniques (Ministères, Université, Centre de recherche agricoles, service de météorologie), (ii) des cadres chargés des études et de la planification au sein des ministères, (iii) des décideurs (parlementaires, conseil économique et environnemental), (iv) des représentants de la société civile et des collectivités locales.

L'ouverture de l'atelier a été présidée par Mme Kaba Nasséré, Directeur de Cabinet représentant Monsieur le Ministre de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du développement Durable. Au vu des défis majeurs que représente le CC pour la planète, Mme le Directeur de cabinet, dans son allocation d'ouverture, a considéré que la mise en œuvre de politiques visant la prise en compte des questions relatives au CC dans le processus de planification constitue une préoccupation majeure pour la Côte d'Ivoire. Mr Bié Lemonkpe Hubert, représentant

du Secrétaire Permanent du Comité National du CILSS de la République de Côte d'Ivoire a, dans son allocution, exprimé sa gratitude au Ministre de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable pour avoir accepté ce partenariat, gage de l'importance accordée à la lutte contre les changements Climatiques dans l'agenda politique du Ministère et de la Côte d'Ivoire en général. Auparavant, Mr Yao Marcel Coordonnateur du Programme National Changement Climatique avait prononcé le mot de bienvenue aux formateurs et participants.

L'ouverture de l'atelier a été présidée par Mme Kaba Nasséré, Directeur de Cabinet représentant Monsieur le Ministre de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du développement Durable. Au vu des défis majeurs que représente le CC pour la planète, Mme le Directeur de cabinet, dans son allocution d'ouverture, a considéré que la mise en œuvre de politiques visant la prise en compte des questions relatives au CC dans le processus de planification constitue une préoccupation majeure pour la Côte d'Ivoire. Mr Bié Lemonkpe Hubert, représentant du Secrétaire Permanent du Comité National du CILSS de la République de Côte d'Ivoire a, dans son allocution, exprimé sa gratitude au Ministre de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable pour avoir accepté ce partenariat, gage de l'importance accordée à la lutte contre les changements Climatiques dans l'agenda politique du Ministère et de la Côte d'Ivoire en général. Auparavant, Mr Yao Marcel Coordonnateur du Programme National Changement Climatique avait prononcé le mot de bienvenue aux formateurs et participants.

L'ouverture de l'atelier a été présidée par Mme Kaba Nasséré, Directeur de Cabinet représentant Monsieur le Ministre de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du développement Durable. Au vu des défis majeurs que représente le CC pour la planète, Mme le Directeur de cabinet, dans son allocution d'ouverture, a considéré que la mise en œuvre de politiques visant la prise en compte des questions relatives au CC dans le processus de planification constitue une préoccupation majeure pour la Côte d'Ivoire. Mr Bié Lemonkpe Hubert, représentant du Secrétaire Permanent du Comité National du CILSS de la République de Côte d'Ivoire a, dans son allocution, exprimé sa gratitude au Ministre de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable pour avoir accepté ce partenariat, gage de l'importance accordée à la lutte contre les changements Climatiques dans l'agenda politique du Ministère et de la Côte d'Ivoire en général. Auparavant, Mr Yao Marcel Coordonnateur du Programme National Changement Climatique avait prononcé le mot de bienvenue aux formateurs et participants.

Les travaux de l'atelier ont été marqués par la présentation de modules suivie à chaque fois d'exercices et/ou d'études de cas. La modération de l'atelier a été assurée par Professeur Ochou Abé Delfin, inspecteur général de l'environnement et du développement durable et point focal national de la plateforme pour la réduction des risques de catastrophes . Au total six (6) modules ont été présentés par les animateurs du CILSS.. Ces modules ont porté sur (i) le lien entre changement climatique (CC) et le développement ; (ii) : pourquoi et comment intégrer le CC dans les politiques; (iii) les outils de sensibilisation et d'analyse de la vulnérabilité des impacts et l'adaptation/atténuation (VI2A) ; (iv) les outils de sélection et de priorisation des options d'adaptation/atténuation ;

(v) le processus de planification et de budgétisation et les opportunités de financement additionnels et enfin (vi) : l'intégration du CC dans le système de suivi évaluation. En plus de ces modules, trois présentations ont été faites sur le contexte institutionnel eu égard à la problématique du CC et le processus de budgétisation en Côte D'Ivoire et dans l'espace UEMOA, ainsi que sur le réseau d'observation météorologique.

Spécifiquement, la formation a permis aux participants de se familiariser avec les outils d'analyse de la sensibilité aux risques climatiques des secteurs socio économiques prioritaires, l'élaboration des matrices d'impact et d'adaptation destinés à identifier les options d'adaptation et d'atténuation du CC. L'atelier a, en outre, permis aux participants de se familiariser avec les outils de priorisation des options d'adaptation et d'atténuation les plus robustes à mettre en œuvre sur le terrain à partir de l'analyse multicritère. Celle-ci est fondée sur l'efficacité, le gain de productivité, le retour sur investissement, la faisabilité technique et socio économique ainsi que les impacts environnementaux. De même les participants ont appris à évaluer les coûts et bénéfices des investissements liés à l'adaptation et atténuation du CC et le retour sur investissement pour l'économie nationale dans le cadre de la mise à échelle de techniques de gestion durables de terres. L'atelier a permis aux participants de comprendre pourquoi, comment et quand intégrer le CC dans le budget national. Enfin, les ressources financières additionnelles provenant des différents fonds mondiaux sur le climat que la Côte D'Ivoire est susceptible de capter ont été présentées (fonds adaptation de la CCNUCC, fonds atténuation dans le cadre des marchés carbone dans le cadre du MDP et des marchés volontaires, les fonds REDD+, etc..)

Les échanges et discussions ont porté pour l'essentiel sur : la modernisation et la densification du réseau d'observation météorologique, les outils d'analyse de la vulnérabilité des impacts et l'adaptation/atténuation, la nécessité de produire une cartographie des risques et de la vulnérabilité des secteurs socio économiques au CC, les outils de sélection et de priorisation des options d'adaptation / atténuation, le financement des actions du CC par le budget national dans un contexte de rareté des ressources, les étapes du processus de budgétisation, les acteurs clés et les éléments à prendre en compte pour l'intégration du CC dans le budget national, les indicateurs de suivi évaluation du CC et leur pertinence, la possibilité d'intégrer à compter de 2015 des actions du CC dans le budget national.

A l'issue de cet atelier, les participants, considérant le niveau actuel d'intégration du CC dans les documents de politiques nationales et que l'intégration du CC dans les politiques est un processus long et itératif, ont formulé les **recommandations et conclusions** suivantes :

Au Ministère de l'Environnement de la Salubrité Urbaine et du Développement durable

- Renforcer le cadre légal et institutionnel sur les CC
- Assurer un ancrage institutionnel fort dans la prise en compte des questions de changement climatique
- Renforcer l'intégration des CC dans les politiques sectorielles

- Accélérer le processus d'élaboration du document de politique nationale en matière de changement climatique

A l'endroit du Programme National Changement Climatique

- Elaborer une note à l'attention de décideurs sur la vulnérabilité des secteurs socio économiques au CC
- Impliquer l'ensemble des acteurs dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre de la politique nationale d'intégration du changement climatique,
- Développer des outils de sensibilisation en fonction des catégories d'acteurs
- Mobiliser les champions de la cause des CC (réseau parlementaires Environnement et CC, et divers personnes ressources du Conseil Economique et social, société civile, etc.),
- Restituer les travaux de cet atelier à l'ensemble des acteurs nationaux
- Organiser des séminaires gouvernementaux et parlementaires à l'attention des décideurs politiques sur les CC
- Elaborer un cadre de résultats assorti d'indicateurs de suivi-évaluation des CC
- Assurer une synergie dans la mise en œuvre des actions de lutte contre le CC
- Redynamiser et redéfinir les attributions du comité scientifique national chargé des études, de la recherche /capitalisation de manière à prendre en compte les questions relatives à l'inclusion du CC dans les politiques
- Créer des groupes de travail thématiques au sein du comité scientifique national pour adresser les questions liées à l'intégration du CC dans la budget
- Porter à la connaissance du programme global GCCA basé à Bruxelles, la formation reçue sur le mainstreaming, qui pourrait être un élément déterminant pour l'éligibilité de la Côte d'Ivoire au fonds GCCA pays
- Renforcer les capacités des différents acteurs nationaux chargés de la mise en œuvre des actions dans le domaine du changement climatique
- Elaborer une feuille de route du processus d'intégration du CC dans les politiques et stratégies nationales, en rapport avec le CILSS

A l'endroit du CILSS

- Apporter l'accompagnement et tout appui nécessaire en terme de renforcement de capacité et de conseils pour une meilleure intégration du changement climatique dans les politiques et stratégies nationales.

A l'endroit des partenaires techniques et financiers

- Mobiliser les ressources nécessaires pour appuyer le processus d'intégration du CC dans les stratégies et politiques nationales et sectorielles,
- Demander un appui auprès de la facilité climatique du programme global GCCA pour l'élaboration de la politique nationale CC .

-

Fait à Abidjan le 14 Mars 2014

L'atelier